

**Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD)
Séance plénière d'ouverture
Istanbul, Turquie, 14 Octobre 2015**

**Rapport du Président de la Société Civile du FMMD 2015
Par Ignacio Packer, Secrétaire Générale de la Fédération Internationale de Terre des
Hommes**

Choix

Vos excellences, Mesdames et Messieurs :

Je veux commencer par présenter mes condoléances, au nom de toute la société civile, à la population de la Turquie, à vous, Monsieur le Premier Ministre, M. Ahmet Davutoğlu et à votre gouvernement pour la perte de vies humaines et les souffrances de tant de personnes causées dans par l'attaque qui a eu lieu samedi.

Au cours des deux derniers jours, 280 délégués de la société civile se sont réunis pendant les Journées de la Société Civile du FMMD, afin de faire des choix et chercher des solutions. Près de 50% d'entre nous représentent un migrant ou une ONG de la diaspora. Toutes les régions du monde sont largement représentées. Près de 100 représentants des gouvernements et des organisations internationales nous ont rejoints.

Mesdames et Messieurs,

La gravité des questions auxquelles nous sommes confrontés imposent à tous de réfléchir de manière critique, d'apprendre des dures leçons du passé et de contester des hypothèses qui ont forgé la réaction de la communauté internationale à ce jour.

Les délégués de la société civile rejettent catégoriquement la politique migratoire fondée sur les préjugés et la peur, les murs, les fils de fer barbelés et les prisons, les stéréotypes, les « nous et eux ».

En fait ce ne sont pas les seuls choix possibles ! Plutôt que de construire des murs, il est nécessaire de construire un héritage positif pour notre planète et pour les générations à venir.

Cherchons des solutions durables construites sur les deux piliers d'une politique réussie : les valeurs et les éléments de preuve.

Tout d'abord, les valeurs. Nous ressentons un fort sentiment d'espoir venant du texte encourageant de l'Agenda pour le développement durable de 2030 et du soutien qui lui est apporté de tous les coins du monde. Il attend maintenant des partenariats efficaces pour une bonne mise en œuvre. Cet ordre du jour est ancré dans les valeurs en appelant au respect universel des droits de l'Homme, et en englobant tous les droits humains. Voilà comment nos valeurs sont codifiées. Ne laisser personne derrière. Les droits des migrants sont des droits humains.

Deuxièmement, des preuves. Des faits, des données, des avis et des opinions, la réalité du monde dans lequel nous vivons.

Il y a une logique trompeuse et dangereuse au travail, avec des hypothèses invérifiées trop souvent intégrées dans le savoir commun et manipulées par des politiciens imprévoyants. Des solutions ne peuvent pas être construites sur des hypothèses qui ne sont pas fondées. Des hypothèses infondées conduisent trop souvent à des réponses politiques qui criminalisent la migration irrégulière avec une détention inutile. Elles augmentent la vulnérabilité des migrants, et ouvrent la porte à un large éventail de violations des droits de l'Homme.

La politique de migration et sa mise en œuvre doivent être enracinées à la fois dans les preuves du monde réel dans lequel nous vivons, et dans le cadre des droits humains. Cela n'est pas un choix, mais une nécessité.

Mesdames et Messieurs,

« Optimisme doux et farouche détermination » est notre manière de décrire le ton des conversations pendant les Journées de la Société Civile. Nous pouvons tous faire mieux - et devons faire mieux. Ceci est le ton de l'énergie qui nous intéresse dans la collaboration avec les États sur des projets concrets et des progrès mesurables dans le Plan d'Action et de Collaboration de la Société Civile sur 5 ans réparti en 8 points.

Sans oublier l'important - l'auto-détermination et le pouvoir - des femmes migrantes et de la diaspora des migrants, partout, où les éléments de preuve montrent de manière retentissante que l'accès aux droits de l'Homme fait toute la différence, et pas seulement pour la protection mais pour le développement humain économique, l'inclusion sociale et des sociétés plus saines.

Avec cette « Optimisme doux et farouche détermination », nous allons reconnaître les progrès et la nécessité de plus d'ambition.

1. Les enfants dans le contexte de la migration

Nous applaudissons la Somalie pour la ratification il y a deux semaines de la Convention internationale relative aux Droits de l'Enfant, 196ème Etat à le faire !

Les États-Unis sont les derniers à devoir ratifier la Convention. Nous sommes passés à des objectifs mondiaux universels avec le Programme de Développement Durable pour 2030, n'est-il pas le moment d'avoir une ratification universelle de la Convention relative aux droits des enfants ?

Nous exhortons toutes les parties prenantes à suivre les recommandations du Comité des droits de l'enfant quant aux enfants dans le contexte de la migration, qu'ils soient séparés de leur famille, non accompagnés ou avec leurs parents.

Nous remercions les gouvernements qui ouvrent la voie à l'application des recommandations sur la fin de la détention des enfants migrants, sur le regroupement familial, et sur l'accès à la justice, à la santé, à l'éducation et d'autres services pour les enfants. Un certain nombre de ces obligations est particulièrement pertinent pour les

thèmes du Forum Mondial sur la Migration et le Développement de 2015. Nous exhortons les autres à suivre cette voie.

Le droit de l'enfant de voir ses intérêts pris en considération devrait être un postulat sous-jacent obligatoire sur lequel doivent s'appuyer toutes les lois liées aux migrations, aux politiques et aux services dans les pays d'origine, de transit et de destination.

Malheureusement, nous constatons une augmentation d'éléments indiquant que la police et d'autres autorités agissent d'une manière qui blesse physiquement et psychologiquement les enfants migrants. L'obligation de respecter et protéger le droit de l'enfant de jouir de sa liberté contre toutes les formes de violence doit être confirmée par toutes les branches des gouvernements dans tous les contextes de migration.

2. Les migrants en situation de crise

La société civile a travaillé activement au sein et aux côtés des migrants dans les pays de l'initiative de crise (MICIC) dirigée par les Etats-Unis et les Philippines après un appel à l'action au DHN en 2013. En Juin 2016, le MICIC rendra des principes et des pratiques disponibles pour l'assistance et la protection des migrants dans les pays en crise. La société civile se félicite de cette étape. Mais au lieu de chercher seulement des « pays » en crise, la société civile appelle à regarder plus en détail les « migrants » en situation de crise, l'amélioration - sans délai - des besoins primaires et des réponses fondées sur les droits aux migrants en détresse en transit, y compris les possibilités d'une migration ordonnée, sécurisée, régularisée et responsable.

Nous appelons également tous les gouvernements à enraciner collectivement et individuellement leur réponse aux afflux importants de demandeurs d'asile et de migrants sur leur territoire, notamment aux frontières, dans leurs obligations de droits humains. Nous exhortons tous les gouvernements à travers le monde à accroître leurs efforts pour accueillir les personnes ayant besoin de protection.

3. Agenda du développement durable 2030

Cinq des buts et des objectifs de développement durable se réfèrent explicitement aux migrants et à la migration; d'autres objectifs et cibles s'appliquent également. Quel exploit ! Nous étions très loin d'une telle référence lorsque le DHN a eu lieu il y a 2 ans. Maintenant et à travers Mars 2016, les discussions concernant la traduction des objectifs dans la politique nationale, la mise en œuvre et le suivi des cibles seront continues et donc un rôle permanent pris par la société civile.

4. L'homme et les conventions du travail

La Convention sur les travailleuses et travailleurs domestiques de 2013 (C189) devient la convention la plus rapidement ratifiée de l'OIT, et, bien que beaucoup reste à faire, elle offre un cadre de plaidoyer pour les organisations de la Société Civile pour pousser les gouvernements à faire des changements politiques positifs qui protègent les droits des travailleurs domestiques, dont beaucoup sont des femmes.

Des intérêts ou normes partagés pour une coopération bilatérale sont la raison d'appeler à la ratification des accords internationaux qui permettraient d'améliorer les droits et la protection des migrants, comme la Convention des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille, ainsi que des résolutions et conventions pertinentes de l'OIT. Le temps est venu de faire un autre choix judicieux : il est

grand temps pour l'Europe de signer ces conventions, ainsi que d'autres principaux pays de destination.

5. Le recrutement

Depuis le dernier Forum mondial il y a eu tellement d'actions sur le traitement des questions de recrutement : « Le Programme de migration équitable » ; « L'Initiative du recrutement équitable » ; « Le Système international d'intégrité du recrutement (SIIR) », des partenariats entre les organisations internationales et le secteur privé, du mouvement entre les agences de recrutement elles-mêmes, notamment en Asie, et plus récemment une législation révolutionnaire dans la région du Golfe. Ceci est un domaine où les gouvernements et les entreprises privées sont de plus en plus conscients de la nécessité de choisir des réformes et des changements politiques. Même si ce n'est que sur le papier à ce stade, cela illustre un degré d'avancement. Cela est renforcé par une action forte et soutenue par la société civile, y compris les travailleurs migrants eux-mêmes.

6. La xénophobie

A la grande surprise de la plupart des pays, des centaines de milliers de citoyens ordinaires se portent volontaires pour aider les migrants et les réfugiés qui arrivent tous les jours. Non reportée et peut-être inattendue, de la Méditerranée au Pacifique et l'océan Indien, du Moyen-Orient aux Amériques, les citoyens de la Société Civile font un pas en avant pour exprimer une solidarité concrète envers les migrants et les réfugiés.

Le revers de la médaille est le fait de choisir de voir les migrants comme indignes des droits humains. Les migrants sont dépeints comme envahissants, par un vocabulaire belliqueux. Les gens « affluent », « envahissent », « sautent la file d'attente », « menacent notre mode de vie » ... La mentalité d'assiégé attisé par un nombre croissant de dirigeants populistes et xénophobes et par les médias est scandaleuse et malhonnête. Une société réellement «civile» exige un nouveau choix : ne plus jouer avec ou transiger avec une telle intolérance.

7. La gestion

L'espace pour la société civile se réduit rapidement à travers le monde. Depuis le DHN, plus de 60 pays ont adopté ou élaboré des lois qui limitaient l'activité de nos organisations. L'influence exercée par des acteurs puissants qui n'ont aucune légitimité démocratique est en augmentation, parfois avec la complicité de gouvernements. La criminalisation des citoyens, pour aider les gens à migrer en toute sécurité, même sur une base volontaire, est inacceptable.

Nous revendiquons une place qui nous revient en exigeant une véritable participation dans la gouvernance au niveau local, national, régional et mondial. Une place à la table de la prise de décision et de coresponsabilité. Nous attendons avec impatience les développements autour de la gestion du FMMD sur laquelle, en effet, nous contribuerons à une réflexion sans idées préconçues. Nous nous engageons dans des sentiers courts pour un long chemin de collaboration avec les gouvernements et ceux-ci doivent prendre davantage de mesures.

Mesdames et Messieurs,

La reconnaissance de notre humanité commune peut nous guider à faire les bons choix.

Nous sommes à un point de basculement.

Choisissons-nous de basculer dans la bonne direction ?